

INSTRUCTION

N° 03-037-R3 du 16 juin 2003

NOR : BUD R 03 00037 J

Texte publié au **Bulletin Officiel de la Comptabilité Publique**

COMPTABILITÉ DES POSTES COMPTABLES NON CENTRALISATEURS DU TRÉSOR

ANALYSE

Report de l'arrêté comptable quotidien en DDR3.

Date d'application : 01/06/2003

MOTS-CLÉS

COMPTABILITÉ ; ADMINISTRATION DE L'ÉTAT ; SERVICES DÉCONCENTRÉS DU TRÉSOR ;
COMPTABLE NON CENTRALISATEUR ; REPORT ; SIMPLIFICATION DE SERVICE ; ARRÊTÉ COMPTABLE

DOCUMENTS À ANNOTER

Instruction codificatrice n° 87-XXX-R3 du 5 mai 1987

DOCUMENTS À ABROGER

Néant

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

RGP	TPGR	TPG	DOM	TOM	RF	T						

DIFFUSION

GT 18

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

5^{ème} Sous-direction - Bureau 5A

La mise en place des dispositions liées à la réduction du temps de travail s'est traduite en pratique dans le réseau du Trésor Public par la fermeture d'une demi-journée par semaine de certains postes comptables non centralisateurs.

La présente instruction a pour objet de présenter une mesure de simplification visant à permettre le report, sous certaines conditions, de l'arrêté comptable quotidien effectué en DDR3 pour la demi-journée de fermeture des postes comptables.

1. LE PRINCIPE DE L'ARRÊTÉ COMPTABLE QUOTIDIEN

Les trésoreries demeurent soumises au principe d'un arrêté comptable quotidien qui demeure le droit commun en matière de centralisation des écritures comptables.

Les opérations de la journée comptable J sont arrêtées en fin de journée J ou, au plus tard, en J+1 avant 10H pour permettre leur centralisation à l'ACCT en date comptable de J (instruction n° 02-083-R3 du 11 octobre 2002).

La pérennisation de ce principe garantit une connaissance précoce et exhaustive des opérations financières et comptables de l'Etat.

Toutefois, un assouplissement est apporté à cette règle par la possibilité de report de l'arrêté comptable quotidien.

2. LE REPORT DE L'ARRÊTÉ COMPTABLE QUOTIDIEN

2.1. LES POSTES COMPTABLES CONCERNÉS

En toute hypothèse, seuls les postes comptables non centralisateurs dont l'effectif réel est d'au plus trois agents, hors cadre A, sont autorisés à procéder au report de l'arrêté comptable quotidien pour la journée comprenant la fermeture complète du poste (agents absents) ; ainsi, les postes simplement fermés au public, mais dont certains des agents sont présents, continuent à effectuer leur arrêté comptable quotidien dans les conditions normales.

De plus, il est laissé au trésorier-payeur général toute latitude pour déterminer, en liaison avec les comptables concernés, quels postes comptables seront autorisés à se dispenser d'un arrêté comptable quotidien. Cette autorisation devra mentionner précisément le jour concerné par la dispense d'arrêté quotidien.

Le service comptabilité aura ainsi connaissance, pour chaque poste comptable, des jours ne faisant pas l'objet d'un transfert de fichier DDR3. L'absence de transfert sans autorisation de report déclenchera un rappel auprès du poste comptable concerné.

Les autres postes comptables doivent continuer à procéder obligatoirement à un arrêté comptable quotidien.

2.2. LES MODALITÉS PRATIQUES

2.2.1. Report de l'arrêté comptable quotidien

Le report de l'arrêté comptable quotidien consiste à supprimer l'arrêté comptable d'une journée pour le rattacher à la journée comptable suivante en DDR3.

La journée comptable correspondant à la journée sans arrêté n'est pas initialisée en DDR3.

Ainsi, si le poste est fermé une demi-journée de J, les opérations réalisées en J seront comptabilisées en DDR3 en date comptable de J+1. La journée J ne sera donc pas initialisée en DDR3.

Les quittances P1A délivrées par le poste durant la journée sans arrêté seront datées du jour civil.

2.2.2. Suspension du report de l'arrêté comptable quotidien

Afin de ne pas pénaliser la trésorerie de l'Etat, le report de l'arrêté comptable quotidien ne pourra pas intervenir dans les trois cas suivants :

- *lors de l'arrêté mensuel* : l'arrêté mensuel ne peut être reporté ;
- *en période d'échéance fiscale* : l'arrêté comptable est obligatoirement quotidien durant une semaine à compter de la date de l'échéance (15 février, 15 mai, 15 juin, 15 septembre, 15 octobre, 15 novembre et 15 décembre) ;
- *à réception d'un chèque supérieur à 5 000 €* : la réception d'un chèque supérieur ou égal à 5 000 € suspend de facto tout report de l'arrêté comptable quotidien.

2.2.3. Conséquences sur les comptabilités auxiliaires

2.2.3.1. Recouvrement

Pour éviter tout retard dans la ventilation des impôts effectuée par le département informatique, les chèques inférieurs à 5 000 € reçus le jour du report de l'arrêté seront intégrés dans REC via le logiciel RSM et transmis à la Banque de France.

La date de valeur à indiquer dans le logiciel RSM devra être impérativement identique à la date de comptabilisation en DDR3, c'est-à-dire le jour ouvré suivant.

2.2.3.2. Secteur local (CLARA, IRMA)

Les virements magnétiques du secteur public local ne peuvent être effectués le jour du report de l'arrêté quotidien, ceci afin de respecter les concordances de date comptable entre DDR3 et les comptabilités du secteur local.

Toute difficulté d'application de la présente instruction devra être signalée à la direction générale sous le timbre du bureau 5A.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Pour le Directeur Général de la Comptabilité Publique

L'INSPECTEUR DES FINANCES CHARGÉ DE LA 5^{ÈME} SOUS-DIRECTION

JEAN-LOUIS ROUQUETTE